

À DROITE TOUTE!

ENTRETIEN AVEC ALEXANDRE CORMIER-DENIS



ALEXANDRE CORMIER-DENIS, CÉLÈBRE ANIMATEUR DE LA CHÂÎNE NOMOS TV A PUBLIÉ AU PRINTEMPS DERNIER SON PREMIER BOUQUIN, DANS LEQUEL IL A RÉUNI LES DIVERS TEXTES QU'IL A PUBLIÉ ENTRE 2016 ET 2023 SUR DIFFÉRENTES PLATEFORMES. DANS ÉCRITS NATIONALISTES (ÉDITIONS AVANT-GARDE), IL PROPOSE AU QUÉBEC UNE VOIE AUTRE, ENTRE LE DÉFAITISME ET L'INUTILE VOIE RÉFÉRENDIAIRE. QUESTION D'APPROFONDIR SES PROPOSITIONS, LE HARFANG A DÉCIDÉ DE L'INTERROGER.

Le Harfang - Vous en parlez dans votre livre, et comme Mathieu Bock-Côté l'a expliqué dans le *Virus raciste*, la gauche woke a réintroduit la race dans le débat public. Seulement, si vous vous relevez le gant et abordez la question de front, les nationalistes québécois refusent d'aborder la question et la poussent sous le tapis. Pourquoi une telle frilosité?

Alexandre Cormier-Denis - Comment l'explique très bien Renaud Camus dans son ouvrage *La seconde carrière d'Adolf Hitler* - qui m'a fait l'honneur de préfacer mon livre - le spectre du national-socialisme hante la conscience occidentale, interdisant toute discussion un tant soit peu rationnelle sur la question raciale ou ethnique par peur de faire ressurgir le fantôme hitlérien. Traumatisés par l'expérience totalitaire des fascismes européens à qui l'on impute le carnage militaire et les exactions sur les civils de la Seconde Guerre mondiale - en oubliant bien souvent les 90 millions de morts du communisme au XXe siècle - les Occidentaux ne peuvent plus penser rationnellement la question des différences raciales, celle-ci étant considérée comme une hérésie intellectuelle menant à l'opprobre sociale. C'est oublier fort vite que lorsque l'Allemagne déclare la guerre aux États-

Unis en solidarité avec le Japon, les Américains pratiquent chez eux une politique ségrégationniste et qu'il faudra attendre les années soixante pour que le Canada abandonne sa politique de sélection de l'immigration selon des critères raciaux. La Seconde Guerre mondiale n'est donc pas la lutte des régimes antiracistes capitalistes et communistes contre un camp fasciste et raciste, mais une lutte géopolitique pour des intérêts nationaux ayant en vérité peu à voir avec des questions purement idéologiques.

Pour aborder la question raciale dans notre contexte de société devenue multiraciale par l'immigration de remplacement, il faut donc « dénazifier » le sujet des différences de population et s'intéresser aux études sur les différences génétiques, sur le quotient intellectuel, les taux de testostérone et les nouvelles découvertes de la génétique. L'objectif de la droite ne doit pas être de mettre la question sous le tapis en adoptant le discours de gauche d'il y a dix ans, soit une posture purement défensive en embrassant l'universalisme pour s'opposer aux quotas ethniques, mais en menant de front le combat idéologique avec un coup d'avance : oui, les races existent comme le dit la gauche, à cette différence près qu'elles ne sont pas des constructions sociales mais bien des réalités biologiques. L'erreur de la

droite dite « conservatrice » c'est de tenir les vieilles positions caduques de la gauche d'hier en acceptant d'être toujours à la remorque intellectuelle de ses adversaires politiques.

H - D'ailleurs, vous lancez une pointe à Bock-Côté, qui serait cantonné dans la vision péquiste des années 1990. Que lui reprochez-vous exactement?

ACD - Mathieu Bock-Côté a largement contribué à droitiser le discours public québécois en amenant les souverainistes institutionnels à critiquer l'immigration massive et le multiculturalisme. Il officie désormais sur une chaîne de télé française de grande écoute où il invite parfois des personnalités de droite jugées sulfureuses par le système médiatique. Malheureusement, son discours plus décomplexé semble se limiter au monde hexagonal et dès qu'il revient au Québec, il devient un supplétif médiatique du péquisme institutionnel. Cela dit, mes principaux griefs reposent sur deux points précis :

1. Le refus de la question canadienne-française. Sa volonté d'éviter toute référence à la question ethnique le fait utiliser constamment la périphrase « majorité historique francophone » afin de se soustraire peu habilement à la question du Grand Remplacement que nous subissons. Or je crois que pour bien comprendre ce que nous vivons, il

fait être capable de nommer les choses. Si nous ne sommes même pas capables de donner un nom clair à la nation que nous voulons défendre, nous serons incapables de défendre nos intérêts. À moins d'ethniciser le terme de « Québécois » en excluant de la québécoité l'ensemble des individus n'étant pas descendants des colons de la Nouvelle-France mais habitant le territoire québécois et possédant la citoyenneté canadienne, nous ne pourrions faire l'économie d'une clarification des rapports entre État, peuples et nations au Québec. En vérité l'immigration de remplacement impose le retour du vocable canadien-français dans la sphère médiatico-politique. Bock-Côté devrait en prendre acte plus tôt que tard.

2. Le culte du référendum. Amener le mouvement nationaliste québécois à se projeter dans un troisième référendum qui non seulement est perdu d'avance mais de plus n'aurait aucune effectivité en cas de « victoire » du camp du OUI est une pure folie. Les conséquences des deux défaites référendaires ont été catastrophiques pour la nation. L'échec de 1980 a donné l'initiative politique à Pierre Elliott Trudeau de rapatrier la constitution en niant l'existence de la nation canadienne-française fondatrice du Canada de 1867, tout comme l'échec de 1995 a mené à la négation du droit à l'autodétermination des Québécois par la Cour suprême du Canada avec le Renvoi sur la sécession et la Loi sur la clarté. Comme en 1837 où la petite bourgeoisie républicaine radicalisée a jeté la nation dans un aventurisme politique et insurrectionnel sans lendemain, les péquistes ont joué le destin national au nom d'un idéalisme démocratique naïf qui ne prenait pas en compte la réalité des rapports de force concrets avec l'État fédéral. Le référendum n'est pas seulement un cul-de-sac ; c'est surtout une grave faute politique qui pourrait entraîner l'effondrement complet du mouvement nationaliste québécois en projetant la nation dans une déprime collective et un ethnomasochisme qui pourrait lui être fatal.

H - Après la survivance, l'émancipation politique au Québec, puis le décolonialisme entamé dans les années 1960, vous souhaitez un renouveau nationaliste sur de nouvelles bases. Quelles sont-elles ?

ACD - Tout d'abord, il faut en finir avec la lecture tiers-mondiste de l'histoire québécoise. Non, nous ne sommes pas des Nègres d'Amérique. Le

néonationalisme québécois a totalement masqué la réalité historique coloniale de la Nouvelle-France pour bâtir un récit mensonger sur la supposée équivalence entre la condition des peuples colonisés du tiers-monde et les Québécois. Or, il faut bien rappeler que les premiers colonisateurs européens du Canada, c'est bien nous. Le Québec est l'héritier de la première vague de colonisation de l'Empire français extra-marin à l'époque où les puissances européennes portaient à la conquête du monde entier. La défaite de la France lors de la Guerre de Sept Ans ne change rien au fait que nous sommes d'abord et avant tout les héritiers de la colonisation française de l'Amérique. René Lévesque qui prenait fait et cause pour l'indépendance algérienne n'a jamais réellement compris qu'en réalité, les Québécois étaient historiquement plus proches des Français ayant colonisés l'Algérie que des musulmans algériens. Par provocation, je dirais qu'en vérité les Québécois sont des Pieds Noirs qui auraient réussi à s'implanter définitivement sur un territoire colonial qui a dû être pacifié par les alliances avec les peuples autochtones, mais également par la force militaire. Pour mater les invasions et les massacres iroquois, les régiments français et les miliciens canadiens ont été forcés de défendre corps et âme ce territoire hostile et sauvage par la violence.

Si nous avons été conquis par la Grande Bretagne, nous n'avons pas non plus été colonisés puisque l'acte de colonisation implique une forme de civilisation du peuple défait. Or, le niveau culturel de la France était en vérité équivalent - ou même supérieur - à celui de l'Empire britannique à cette époque, raison pour laquelle les Britanniques ne nous ont pas traités comme des Sauvages du Nouveau-Monde ou des Africains, mais comme une population d'origine européenne, chrétienne et civilisée, malgré les forts antagonismes nationaux et religieux qui nous opposaient.

En continuité avec cette relecture de l'histoire, le mouvement nationaliste doit également clarifier sa position sur les contours de la nation. Dans un mémoire déposé au Comité consultatif sur les enjeux constitutionnels mis en place par l'actuel gouvernement du Québec, j'ai proposé de faire du Québec l'État-nation du peuple canadien-français. Pour ne pas brusquer le mouvement nationaliste institutionnel très attaché à la notion de nation québécoise, j'ai donc dessiné les contours d'une nation québécoise définie de façon purement civique

qui aurait comme principale composante le peuple canadien-français compris comme les descendants des colons de la Nouvelle-France. Composant le cœur de la nation québécoise, le peuple canadien-français a donc le droit inaliénable de demeurer majoritaire dans son foyer national qu'est le Québec. De plus, constatant que le gouvernement du Québec a accordé un statut de nations aux peuples autochtones et qu'il affirme négocier « de nation à nation » avec eux, j'ai donc proposé d'exclure de cette nation civique québécoise les Premières nations et les Inuits. Le mouvement nationaliste québécois doit impérativement sortir des ambiguïtés intellectuelles et conceptuelles dans lesquelles l'ont projeté les revirements identitaires des années 1960 et assumer pleinement le caractère ethnique de son combat. Pour les intéressés, le mémoire est disponible sur le site internet du Comité consultatif.

H - Vous vous réclamez de la droite, ce qui peut paraître étonnant, car nombre de nos lecteurs se sentiront plus proches d'un Roméo Bouchard ou de feu Raoul Roy que d'un Pierre Poilievre ou d'un Éric Duhaime. Le concept de droite a-t-il une réelle pertinence dans le contexte québécois ?

ACD - Au niveau électoral, il est vrai que le débat droite-gauche a le plus souvent été masqué par la question nationale au Québec. Cependant, en termes de philosophie politique, le terme de Droite nationale me semble le plus convenir aux principes que je défends.

Pourquoi être de droite ? D'abord en raison d'une conception du rapport au Mal qui se trouve logé dans le cœur de l'Homme. Au-delà de la question épineuse de la foi, accordons un large crédit au catholicisme qui postule que le mal est logé dans le cœur de l'Homme par le dogme du péché originel, seul dogme démontrable empiriquement selon Joseph de Maistre. Alors que la gauche se plaît à croire qu'il s'agirait de transformer les structures sociales pour arriver à en finir avec les inégalités et l'oppression, la droite reconnaît que la condition humaine est intrinsèquement liée à la capacité de faire le mal. Ne logeant ni dans le patriarcat, ni dans la bourgeoisie, ni dans le capitalisme, les tendances destructrices de l'Homme se trouvent en vérité en lui et c'est uniquement par un travail de civilisation et de moralité qu'il peut parvenir à surpasser ses tendances profondes. Là où la gauche rêve d'un monde débarrassé de tout péché, la droite sait qu'il n'y aura pas d'utopie terrestre

exempt des vicissitudes de la condition humaine. Même les sociétés totalitaires égalitaristes ne sont pas parvenues à endiguer le vol, le viol, le meurtre et encore moins la corruption. La droite sait donc que la société doit être organisée en fonction des travers intrinsèques de l'Homme par un régime de loi et d'ordre et non pas en échafaudant des mesures alambiquées pour tordre le réel afin qu'il se plie aux théories sociales des idéologues utopistes.

Deuxièmement, la droite reconnaît le principe d'inégalité comme un fondement de toute société humaine. Tout le monde n'est pas fait pour être patron d'une multinationale, chef d'équipe ou dirigeant politique. Il existe en vérité des gens qui ont plus de valeurs et de qualités que d'autres, et il est normal qu'une certaine hiérarchie sociale s'impose d'elle-même dans toute société. Même le principe d'égalité juridique permet en vérité aux individus dotés de qualités inégales de se hisser à différents postes de responsabilités sociales par la méritocratie. La droite trouve donc normal qu'il y ait disparité de richesse et de responsabilité entre individus en raison de l'inégale distribution des talents et des qualités intrinsèques de chacun. Même lorsque la fortune est héritée, c'est en raison du travail et de la qualité d'ancêtres qui ont bâti un patrimoine légué à leur descendance, justifiant alors l'inégalité de richesse par la transmission du travail accumulé sur des générations. Alors que la gauche souhaite niveler par le bas tout rapport social en poussant un agenda égalitariste par une logique de quotas pour les minorités sous-représentées dans certains secteurs d'activité – qu'il s'agisse des femmes ou des minorités ethno-religieuses – la droite s'en tient plus généralement à une égalité formelle qui laisse libre court à une forme de sélection naturelle en faveur des gens les plus compétents et de meilleure qualité humaine.

Troisièmement, le terme national doit être compris comme la reconnaissance du principe national comme fondateur de la légitimité de la puissance publique qu'est l'État. Même s'il y a peu d'États ayant une homogénéité nationale totale – il existe en vérité toujours des minorités linguistiques, religieuses, ethniques présentes historiquement dans la plupart des États, que ce soient les Corses et Bretons en France, les Basques et Catalans en Espagne, la minorité hongroise en Ukraine et en Roumaine, les revendications régionalistes de la Bavière, les Écossais et Gallois au Royaume-Uni,

etc. – le principe national demeure au centre de la légitimité des États contemporains. La volonté de transformer les États en simples pages blanches issues uniquement d'une vision purement legaliste et juridique de l'appartenance nationale en niant la profondeur historique des peuples mène aux situations que nous connaissons aujourd'hui, soit l'acceptation béate du changement de population au nom d'impératifs strictement économiques. En faisant de la nation le centre de la légitimité politique, la Droite nationale reconnaît ainsi l'importance fondamentale qui doit être accordée au peuple entendu comme composante ethnique et historique dont elle défend les intérêts sur le temps long.

H - À un certain moment donné, vous vous déclariez plutôt en faveur du programme identitaire de la CAQ. Après plusieurs années de gouvernance caquiste, quel regard portez-vous sur ce gouvernement bleu pâle?

ACD - L'état de la vie politique québécoise représente en vérité l'état général de la société québécoise. En cela, je considère que le populisme est un instrument politique qui nécessite une certaine dose de cynisme. L'idée que les élites politiques soient totalement déconnectées du peuple me semble séduisante pour flatter l'ego des masses et canaliser une colère populaire pour parvenir au pouvoir, mais ne représente pas la complexité des rapports entre gouvernants et gouvernés. En vérité, et bien que ce soit pénible à admettre, si les thèmes portés par notre classe politique sont si à gauche, c'est en vérité car la société québécoise l'est elle-même. L'actuel gouvernement caquiste ne fait pas exception à cette règle. Considéré par les médias comme un parti de « centre-droit », la Coalition avenir Québec est par bien des aspects très à gauche sur les enjeux sociétaux, comme le sont en grande partie les Québécois. Tant sur le féminisme que le lobbying LGBT ou la défense du modèle social-démocrate issu de la Révolution tranquille, le gouvernement caquiste ne se démarque pas des derniers gouvernements péquistes et libéraux.

Quant à son programme identitaire, on en n'attendait rien de bien faramineux. Remarquons toutefois qu'en un mandat et demi, la CAQ en a fait plus que le Parti québécois en quatre mandats et demi. Depuis la Charte de la langue française votée en 1977, le PQ s'est surtout concentré à appliquer des mesures sociales-démocrates, féministes et écologistes.

Hormis la période Bouchard, le Parti québécois a gouverné comme aurait pu le faire un NPD provincial. Par l'adoption de la Loi sur la laïcité de l'État, la CAQ aura mis en place une législation minimale allant à l'encontre du multiculturalisme d'État du Canada et en adoptant le renforcement de la loi 101 (dite Loi 96), la nation québécoise est désormais inscrite noir sur blanc dans la constitution canadienne. Cette approche des petits pas qui n'a jamais été privilégiée par le Parti québécois semble pourtant donner plus de fruits que les échecs référendaires.

Remarquons aussi que lorsque la CAQ s'oppose à ce que les demandeurs d'asile aient accès aux services de l'État québécois, le PQ pousse des hauts cris d'indignation. Même chose lorsqu'Ottawa rétablit les visas des Mexicains sous la pression du gouvernement du Québec, les élus gaspésiens du PQ s'inquiètent de l'impact que pourrait avoir cette mesure sur le petit patronat avide de travailleurs étrangers. Rebelote avec la demande de François Legault de répartir les demandeurs d'asile ailleurs au Canada – le Québec n'ayant pas la compétence de cet enjeu, il ne peut lui-même faire la sélection et renvoyer chez eux les demandeurs disqualifiés – le PQ fait la moue en nous expliquant qu'il ne faudrait pas que ce transfert de population soit fait dans des conditions déshumanisantes.

En vérité, bien que la CAQ soit d'une mollesse lassante sur bien des enjeux, elle demeure de façon pragmatique le choix le moins mauvais dans l'offre politique actuelle québécoise.

H - Vous dénoncez l'approche référendaire comme un mirage. Mais vous n'abordez que brièvement la question du « comment » de l'indépendance. Si vous étiez chef du Parti québécois, quel serait votre plan de match?

ACD - Malheureusement, le Parti québécois n'a pas le choix que de s'enfoncer dans le référendisme, car il s'agit pour lui d'une question de survie politique. S'il abandonnait le processus référendaire comme moyen d'accession à l'indépendance, il perdrait sa raison d'exister puisque d'autres partis occupent déjà cette place qui consiste à incarner un service minimum de défense des intérêts nationaux sans évoquer la tenue d'un référendum. Cependant, s'il était sérieux dans sa démarche référendaire, le Parti québécois irait voir Ottawa pour s'assurer de l'effectivité du processus référendaire, comme l'ont fait les Écossais avec l'Accord d'Édimbourg de 2012 où le Scottish National Party (SNP) a négocié

la question posée et le seuil d'acceptabilité du référendum. Mais en vérité, le PQ ne veut pas aller voir Ottawa pour lui demander s'il reconnaîtrait l'effectivité de sa démarche car il sait trop bien qu'il se ferait envoyer paître et que toute l'illusion du « fair play » canadien tomberait comme un jeu de cartes. Depuis 60 ans, le Canada nous prouve qu'il fera tout en son pouvoir pour nous maintenir dans la fédération canadienne car il s'agit d'un enjeu vital pour lui. Il faut en finir avec l'illusion qui consiste à croire qu'un pays du G7, de l'OTAN, du NORAD, des Five Eyes, possédant une excellente réputation internationale malgré les années Trudeau, laissera tranquillement partir le cinquième de son territoire et de sa population ainsi que l'accès au canal laurentien. Depuis la guerre secrète menée contre les indépendantistes dans les années 1970, jusqu'au Renvoi sur la sécession en 1998 et la Loi sur la clarté de 2000, le Canada nous prouve en réalité qu'il fera tout en son pouvoir pour nous garder au sein de la fédération.

En vérité, ce qu'il faut souhaiter, c'est la composition d'un bloc électoral canadien-français hégémonique afin d'empêcher le retour au pouvoir des Rouges, ou la prise de pouvoir de l'extrême-gauche solidaire. Il faut s'assurer de pouvoir exercer le contrôle effectif de l'État pendant un nombre conséquent d'années pour bâtir peu à peu une législation rendant le Québec de plus en plus autonome d'Ottawa dans l'ensemble des champs de compétences. La constitution du Québec devrait être la prochaine pierre à cet édifice de construction nationale. Au risque de choquer le lectorat souverainiste habitué à voir le référendum comme unique moyen d'accession à l'indépendance, je dirais que si un jour le Québec devient souverain, ce sera fort probablement de la même manière que le Canada est devenu indépendant du Royaume-Uni ; par un long processus s'imposant comme allant naturellement de soi.

H - Vous abordez rapidement la question juive, mais vous semblez faire fi du fait que la communauté juive s'est toujours opposée à l'indépendance québécoise comme l'a démontré le référendum de 1995. Peut-on réellement envisager une alliance ou un rapprochement avec cette communauté?

ACD - Pour répondre à la question, je me permettrai de citer ici le théoricien politique et juriste allemand Carl Schmitt qui définit la distinction ami-ennemi comme critère du politique

dans son ouvrage *La Notion de politique*. Il veut indiquer par cela que sans affrontement d'intérêt ou de vision du monde, il n'y a pas de politique possible et que c'est bien en déterminant qui se trouve allié de son combat et qui se trouve en face de soi que nous pouvons comprendre quels sont les camps politiques. Ainsi, sur la question des alliances, la question fondamentale est de savoir qui est d'avantage proche de nous ou qui nous est le plus éloigné ?

Face au remplacement de population que nous subissons pour des raisons diverses et variées – valeurs chrétiennes devenues folles, universalisme exacerbé, vieillissement de la population, triomphe du matérialisme qui voit dans l'Homme une simple unité économique, etc. – le Québec a fait le choix d'une immigration de travail et de remplacement en grande partie issue des anciennes colonies françaises d'Afrique du Nord et d'Afrique subsaharienne. Cela implique donc une arrivée massive de population musulmane au Québec avec toutes les conséquences que cela comporte : demandes communautaires pour l'instauration de la charia, revendications religieuses entourant la nourriture halal et les accommodements des horaires de travail, prosélytisme, tensions sociales liées à la géopolitique et potentiellement même des attaques djihadistes en territoire québécois comme on le voit en Europe. Alors que les musulmans représentaient 1,5% de la population québécoise au début des années 2000, ils en représentent aujourd'hui environ 5%, soit plus du triple en 20 ans.

Face à cette islamisation rapide de la société québécoise soutenue par la gauche canadienne et québécoise – l'islam étant vue comme la religion des dominés par le marxisme culturel ambiant – la population juive historiquement hostile au nationalisme québécois se trouve soudainement sur la sellette avec la réactivation du conflit israélo-palestinien depuis l'attaque du 7 octobre 2023. Des discours parfois très durs contre l'immigration musulmane se mettent à émerger d'acteurs juifs autrefois totalement imperméables à la question migratoire.

Ce phénomène existe également ailleurs et s'explique par la transformation des Juifs en classe autrefois révolutionnaire voulant renverser l'ordre établi chrétien leur étant hostile en communauté possédant des leviers institutionnels de pouvoir

et voulant garder ses privilèges sociaux. La gauche néo-marxiste pro-islam voit désormais les élites juives comme appartenant au système de domination blanche des sociétés occidentales et soutenant l'État « raciste et néocolonial » qu'est Israël. Ironie du sort, Israël est désormais dénoncé comme un État « suprémaciste blanc » par les tenants de l'extrême gauche décoloniale. Les nouvelles classes révolutionnaires composées de masses des nouveaux arrivant issus du tiers-monde voient donc dans la population juive une élite à défaire de son piédestal tandis que ces derniers passent de plus en plus du côté des institutions « conservatrices » voulant garder leur rôle social prééminent durement acquis. Le vote juif en France en faveur du candidat présidentiel Éric Zemmour dénonçant le Grand Remplacement et annonçant vouloir créer un ministère de la Remigration est symptomatique de ce phénomène.

Si la majorité des Juifs du Québec ne deviendront probablement jamais de grands défenseurs du nationalisme québécois, il faut toutefois noter qu'une alliance tactique est possible avec leurs éléments les plus à droite et les plus lucides de l'échiquier politique, notamment dans la lutte contre une immigration musulmane problématique et contre l'avancée de l'islam politique. Cela ne nous épargnera pas d'avoir une discussion franche sur la question des privilèges religieux accordés aux Juifs ultra-orthodoxes sur lesquels l'État québécois devrait impérativement revenir, notamment les tribunaux rabbiniques qui forment la maquette des demandes communautaires islamistes pour la future instauration de tribunaux chariatiques. Ainsi, et de façon paradoxale, il faudra faire comprendre aux Juifs québécois que pour lutter contre l'islamisation qu'ils redoutent tant, ils devront abandonner les privilèges religieux accordés à leur branche la plus fanatique et sectaire que sont les ultra-orthodoxes. Une fois cela dit, s'ils persistent à s'allier aux islamistes plutôt qu'aux nationalistes québécois, ils ne pourront que se mordre les doigts de ce choix malencontreux pour leur propre communauté, puisqu'ils auront contribué à favoriser la montée en puissance d'une population leur étant radicalement hostile. À bon entendeur.